

Après l'essai nucléaire nord-coréen : retour sur une stratégie habile octobre 2006

Son authenticité confirmée, le test nucléaire souterrain effectué par la Corée du Nord le 9 octobre dernier fera du pays la **9^{ième} puissance nucléaire** du monde, après les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde, le Pakistan, et l'Israël. L'intérêt du régime de Kim Jong-il pour l'arme nucléaire n'est pas une affaire récente. En effet, le programme nucléaire nord-coréen date déjà d'une cinquantaine d'années. C'est d'abord **l'Union soviétique** qui a fourni la technologie et les connaissances nucléaires nécessaires à son voisin dans les années 1950. La Corée du Nord aurait ensuite commencé à extraire du plutonium dans les années 1970. C'est également à cette époque que **la Chine** aurait commencé à fournir la Corée du Nord avec de la technologie pour fabriquer des missiles et du nucléaire, une tendance qui aurait continué au moins jusque dans les années 1990. La Chine cherchait ainsi à occuper son rival japonais avec la menace nord-coréenne, sans réellement réfléchir aux conséquences futures de ses actes. Ironie du sort, elle est aujourd'hui la première sollicitée pour tenter de résoudre la crise actuelle.

En 1985, la Corée du Nord adhère au **Traité de non prolifération nucléaire** (TNP) sous la pression de Moscou et se voit obligée de travailler **en secret**. Elle renforce son programme avec la construction de deux nouveaux réacteurs. Mais les **suspensions** d'activité nucléaire, notamment de la part des États-Unis, s'accumulent et aboutissent à l'adoption de la « Déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne », signée par les deux Corées en 1992. Néanmoins, lorsque la Corée du Nord envoie une liste de ses équipements nucléaires à l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) en 1992, les inspecteurs de l'agence onusienne trouvent des **divergences considérables** entre cette liste et leurs inspections effectuées sur place. Les inspecteurs de l'AIEA confirment les renseignements américains selon lesquels la Corée du Nord construirait des équipements capables de produire des armes nucléaires et qu'elle pourrait déjà disposer de suffisamment de **plutonium** pour fabriquer une bombe de type « Hiroshima ». En 1993, la Corée du Nord refuse une demande de l'AIEA de visiter des équipements suspects, ce qui mène le Conseil de Sécurité de l'ONU à annoncer qu'il prendra des **mesures punitives** si le pays n'accepte pas ces inspections spéciales (résolution 825 de mai 1993). La même année, la tension monte considérablement lorsque Pyongyang menace de **se retirer du TNP**.

C'est sur la base de la résolution 825 que les États-Unis, sous l'administration Clinton, entrent en **négociations bilatérales** avec la Corée du Nord en juin 1993. Malgré la préférence claire de l'administration Clinton pour la diplomatie, elle a sérieusement étudié en 1994 la possibilité de bombarder les installations nucléaires nord-coréennes. Son renoncement à l'usage de la force s'explique par la crainte d'un nombre trop élevé de victimes - nord-coréennes, sud-coréennes, et américaines - qui en découlerait. Le dialogue aboutit en octobre 1994 à l'accord dit « *Agreed Framework* », qui prévoit que la Corée du Nord gèle son programme de production de plutonium et respecte ses engagements vis-à-vis de l'AIEA (inspections spéciales, etc.) **à une date future non déterminée**, en échange de livraisons de pétrole et de nouveaux réacteurs qui conviennent à une utilisation nucléaire civile. Cependant cet accord a un écueil majeur - *in fine*, il laisse la Corée du Nord continuer pendant un certain temps son programme clandestin de production de plutonium dans les sites suspects dont elle refuse l'accès à l'AIEA. Ce répit temporaire donne ainsi au régime de Pyongyang la **possibilité** à développer un **deuxième** programme nucléaire clandestin. Vers la fin des années 90, il trouve dans le **Pakistan** un partenaire disposé à lui fournir de la technologie - d'origine chinoise - pour **l'enrichissement d'uranium**, en échange de missiles Nodong. Le choix de l'uranium s'explique par la volonté de Pyongyang de pouvoir éventuellement déclarer ses stocks clandestins de plutonium à l'AIEA, sans pour autant attirer l'attention sur son **nouveau programme** d'enrichissement d'uranium.

En 2002, une **deuxième crise** éclate qui rappelle fortement celle de 1993, le nouveau programme secret ayant été découvert par les services de renseignement américains. Mais cette fois-ci, c'est l'administration Bush qui est au pouvoir. Elle adopte un ton beaucoup plus dur à l'égard de Pyongyang, dans le cadre d'une stratégie nommée ABC (*Anything But Clinton*, ou Tout Sauf Clinton) qui exclut notamment la négociation bilatérale. En octobre 2002, les États-Unis **accusent** la Corée du Nord de suivre un programme clandestin d'enrichissement d'uranium. Pyongyang accuse à son tour les États-Unis de ne pas tenir ses engagements en vertu de l'*Agreed Framework* (notamment la construction, considérablement en retard, de nouveaux réacteurs, et de la décision des États-Unis, suite à l'escalade des tensions, de suspendre les livraisons de pétrole). En décembre 2002, Pyongyang **expulse** les derniers inspecteurs de l'AIEA du pays et rouvre son usine de Yongbyon. Le mois suivant, en janvier 2003, la Corée du Nord **se retire** effectivement **du TNP**, et en mai 2003 elle déclare caduque la Déclaration Conjointe de 1992. Pyongyang ne cache plus ses ambitions nucléaires - en février 2005, elle déclare détenir l'arme nucléaire - et vise délibérément la provocation dans ses déclarations, notamment vis-à-vis des États-Unis. Dans le même temps, elle accepte l'idée de **pourparlers à six** à Pékin, qui visent à trouver une solution diplomatique à la crise. Ces pourparlers commencent en août 2003 et reprendront quatre fois jusqu'en novembre 2005 **sans trouver de solution**. Depuis, Pyongyang refuse de revenir à la table des négociations. Elle a joué habilement sur les différences entre les participants (États-Unis, Chine, Japon, Corée du Sud et Russie) et **blâme toujours les États-Unis** pour l'impasse finale, en raison des sanctions bancaires qu'ils lui ont imposées. Les 4 et 5 juillet dernier, Pyongyang lance sept missiles dans la mer du Japon, y compris un missile de longue portée Taepodong-2, capable en théorie d'atteindre le territoire américain. Cette provocation mène à la résolution 1695 du Conseil de sécurité du 15 juillet 2006, adoptée à l'unanimité, qui impose de nouvelles sanctions à l'encontre du régime. Enfin, après avoir averti le 3 octobre dernier qu'elle effectuerait un **essai nucléaire**, la Corée du Nord passe à l'acte cinq jours après.

Les États-Unis et la Corée du Nord sont des **adversaires jurés** depuis la guerre froide. Peut-être en raison du discours provocant du Président Bush, la plaçant dans « l'axe du mal », Pyongyang a peur de la superpuissance et trouve dans le nucléaire la seule manière de contrer ce qu'elle perçoit, à tort ou à raison, comme une menace. Le nucléaire est effectivement la seule manière pour la Corée du Nord, un nain économique et militaire, de **peser sur la scène internationale** - en l'occurrence, en pratiquant le chantage. Le régime est également en quête de **légitimité** et de soutien **interne**, confronté à de très graves problèmes économiques. En 2002, selon les Nations unies, plus de la moitié de la population était sous-alimentée.

Une fois ses activités nucléaires clandestines découvertes, la stratégie de la Corée du Nord a consisté à jouer habilement sur sa position de **force relative**, qui découle surtout de sa **position géographique stratégique** - voisin de la Corée du Sud et du Japon, deux alliés importants des États-Unis, et de plus avec des troupes américaines stationnées à la frontière des deux Corées. Pyongyang a ensuite bien observé **les exemples irakien et iranien** pour comprendre à quel point le timing est crucial dans une telle crise. Pendant que les États-Unis étaient surtout occupés avec l'imbroglio irakien, Pyongyang en a profité pour continuer à accélérer son programme nucléaire, tout en participant aux pourparlers à six afin de **gagner du temps**. Aujourd'hui, Washington n'a pas plus d'appétit pour intervenir militairement à Pyongyang qu'il y a dix ans, du fait du **risque** encore plus réel **d'une riposte nord-coréenne** et des **pertes probables en vie humaines** que déclencherait une deuxième guerre de Corée.

Après l'essai nucléaire nord-coréen : la réaction de la communauté internationale octobre 2006

La communauté internationale a rapidement et fermement condamné le premier essai nucléaire nord-coréen, effectué le matin du 9 octobre dernier. Les condamnations n'étaient guère surprenantes dans la mesure où le Conseil de sécurité de l'ONU, sous présidence japonaise, avait tout juste mis en garde Pyongyang sur les conséquences d'un tel essai dans une déclaration du 6 octobre dernier.

Les réactions **des cinq membres permanents du Conseil de sécurité** ont été plus ou moins similaires, mais à quelques nuances près. Les Européens, moins impliqués dans la crise car géographiquement plus éloignés, ont tenu un discours ferme. Pour le Ministre français des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, l'essai nucléaire est « **un acte d'une très grande gravité** pour la sécurité internationale » qui appelle une « **réponse ferme** » de la communauté internationale. Selon le Premier ministre britannique Tony Blair, le test est un « **acte tout à fait irresponsable** », et pour un porte-parole du ministère des affaires étrangères britannique, « **hautement provocant** ». Le discours a été légèrement plus nuancé aux États-Unis : le porte-parole de la Maison Blanche, Tony Snow, a déclaré qu' « un essai nucléaire nord-coréen constituerait une **provocation défiant la volonté de la communauté internationale** de se garder de toute action qui aggraverait les tensions dans la région ». Sans confirmer à ce stade l'existence d'un essai nucléaire, la Maison Blanche a réclamé une « **action immédiate** » au Conseil de sécurité de l'ONU. Le président Bush, pour sa part, a été plus ferme, en déclarant que « Les États-Unis condamnent cet **acte provocateur**. Encore une fois, la Corée du Nord a défié la volonté de la communauté internationale, et **la communauté internationale réagira** ». Quant à la Russie et la Chine, qui partagent toutes les deux une frontière avec la Corée du Nord, leurs réactions ont été plus **nuancées**. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères russe a demandé à la Corée du Nord de revenir « **sans tarder** » au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et a appelé « tous les pays impliqués dans cette situation complexe à **faire preuve de retenue** ». La réaction nuancée de Moscou peut s'expliquer par les liens forts entre l'URSS (l'Union des républiques socialistes soviétiques) et la Corée du Nord pendant la Guerre froide. Enfin, la réaction de la Chine, aujourd'hui **seul allié** de Pyongyang, a été ferme mais prudente. L'ambassadeur chinois à l'ONU, Wang Guangya, a affirmé qu'il fallait « **agir de manière ferme** » mais également que « **la porte pour résoudre cette question par voie diplomatique** » était « **toujours ouverte** ». Même réaction nuancée de la part du Ministre chinois des affaires étrangères : « La Corée du Nord a ignoré les inquiétudes de la communauté internationale et a procédé **de manière éhontée** à un essai nucléaire. Le gouvernement chinois exprime à cette occasion sa **ferme opposition**. La Chine demande expressément à la Corée du Nord de tenir ses engagements d'une péninsule coréenne dénucléarisée et de cesser toute action qui pourrait mener à une détérioration de la situation. Le gouvernement chinois appelle toutes les parties concernées à **faire preuve de calme** et de **rechercher le dialogue** pour permettre de résoudre la question pacifiquement ».

Les réactions des **autres pays de la région** ont varié en intensité mais ont été analogues sur le fond. Quant au Japon, qui s'estime le premier visé par Pyongyang, son nouveau Premier ministre, Shinzo Abe, a qualifié l'essai nucléaire d' « **impardonnable** ». Il a déclaré que « l'essai d'armes nucléaires par la Corée du Nord ne pourra jamais être pardonné mais nous devrions rassembler et analyser plus de renseignements sur le dossier tout en gardant la tête froide ». La Corée du Sud a affirmé qu'elle « **va réagir de manière sévère** » et qu'elle « **ne tolérera pas** une Corée du Nord qui possède l'arme nucléaire ». Elle a ensuite annoncé avoir suspendu l'aide humanitaire vers son voisin, une aide qu'elle accordait après de récentes inondations meurtrières dans le Nord.

Le Conseil de sécurité de l'ONU (l'Organisation des Nations unies) s'est réuni d'urgence dans la journée du 9 octobre pour « **fermement condamner** » l'essai et examiner une série de sanctions possibles contre le régime de Pyongyang. Fait inédit, la Chine s'est déclarée disposée à soutenir des mesures « **punitives** », mais les discussions ont buté sur le problème de l'étendue précise à donner aux sanctions. Un compromis a néanmoins été trouvé relativement rapidement - la **résolution 1718** a été

adoptée à l'**unanimité** le 14 octobre 2006. Elle tient compte des divergences entre les États-Unis et le Japon, d'autre part, qui souhaitent imposer plusieurs types de **sanctions sévères** à Pyongyang, et la Chine et la Russie, d'autre part, partisans de mesures plus douces. La résolution 1718 prévoit finalement un embargo sur les armes et matériels connexes, la technologie et les flux financiers connexes au programme nucléaire nord-coréen, ainsi que les produits de luxe. A ceci s'ajoute une interdiction pour les hauts responsables nord-coréens de voyager. Pour autant, la mise en place des sanctions s'annonce difficile, la Corée du Sud et la Chine hésitant à **intercepter** les navires nord-coréens pour les fouiller. Avant le vote au Conseil de sécurité, le recours à la force avait été **publiquement exclu**, aussi bien par la Chine que par les États-Unis, avant que le président Bush ait déclaré quelques jours plus tard qu'il examinait « **toutes les options** ». La résolution 1718, pour sa part, ne fait aucune référence à l'usage de la force, même si elle s'inscrit bien dans le cadre du **chapitre VII** de la Charte de l'ONU.

La **ligne dure** des **États-Unis** et du **Japon** s'explique par le fait que les deux pays se sentent **clairement menacés** par le régime stalinien. Pyongyang menace régulièrement les États-Unis et les missiles de longue portée Taepodong-2 sont en théorie capables d'atteindre le territoire américain. Cependant, pour la plupart des spécialistes - et comme l'ont montré les tests de juillet 2006 - ces missiles sont encore loin d'être au point. De manière plus pressante, les États-Unis craignent de voir tomber des matériaux dangereux dans les mains de **terroristes** ou d'**États** qui leur sont hostiles, notamment **l'Iran**. Quant au Japon, ancien colonisateur de la péninsule coréenne, il se sent légitimement menacé par les tirs **de missiles** nord-coréens qui sont régulièrement lancés dans la mer du Japon.

Enfin, la **Chine** se trouve, elle, dans la position de « **l'arroseur arrosé** ». En effet, la Chine a aidé la Corée du Nord à développer son programme nucléaire depuis les années 1970, les deux pays se sentant liés par des liens culturels et idéologiques. Même si ces derniers sont moins forts aujourd'hui que pendant la Guerre froide (lorsque Pékin est intervenue aux côtés de Pyongyang pendant la guerre de Corée), la Chine se trouve face à un véritable **dilemme**. D'une part, elle craint non seulement **l'effondrement du régime** stalinien, qui provoquerait un exode massif de **réfugiés** vers sa frontière, mais aussi le déclenchement d'une **deuxième guerre** sur la péninsule coréenne. D'autre part, elle sait que les yeux de la communauté internationale sont fixés sur elle et qu'elle se doit de **tenir son rang** de puissance émergente, en faisant preuve de **fermeté** à l'égard de son turbulent voisin. C'est d'autant plus le cas qu'elle dispose du **droit de veto** au Conseil de sécurité. Néanmoins, selon des experts, il semble très peu probable que la Chine coupe complètement son aide vitale à Pyongyang, la chute du régime nord-coréen n'étant aucunement dans ses intérêts.

Après l'essai nucléaire nord-coréen : quelles conséquences ? novembre 2006

Le premier test nucléaire nord-coréen du 9 octobre dernier a été rapidement condamné par l'ensemble de la communauté internationale. Cinq jours plus tard, la résolution 1718 du Conseil de sécurité de l'ONU (l'Organisation des Nations unies), votée à l'unanimité, a établi de nouvelles sanctions contre le régime de Kim Jong-il. Mais quelles sont les conséquences de cet essai, à l'heure où son authenticité ne fait plus de doute ?

À court terme : le statut quo, malgré un assouplissement de la part de Pyongyang. Dans l'immédiat, l'annonce le 31 octobre d'un retour de la Corée du Nord aux pourparlers à six - qu'elle boudait depuis tout juste un an - soulage les tensions dans la région et éloigne notamment l'hypothèse d'un second essai. Cependant, certains commentateurs mettent en garde contre une nouvelle tentative de la part de Pyongyang de diviser ses voisins (les pays qui participent aux pourparlers sont les États-Unis, la Chine, le Japon, les deux Corées et la Russie), pour éviter des sanctions plus dures. Quant aux sanctions déjà adoptées par le Conseil de sécurité le 14 octobre, elles tiennent compte des réticences de Pékin et de Moscou à faire trop pression sur le régime de Pyongyang, de peur qu'il ne s'effondre. Elles ne devraient avoir qu'un effet limité, surtout que la Corée du Sud rechigne à intercepter et fouiller les navires nord-coréens soupçonnés de transporter du matériel pour le programme nucléaire de Pyongyang. A court terme, Kim Jong-il restera ainsi à sa place. Néanmoins, la réalisation du test change profondément la donne dans la région nord-est asiatique. Un tabou a été brisé et les voisins de la Corée du Nord ne pourront plus fermer les yeux sur ses provocations.

À moyen terme : un « effet domino » ? La première conséquence à moyen terme est le risque d'un « effet domino », c'est-à-dire d'une course aux armements dans la région. D'abord, le Japon, qui se considère comme étant le premier visé par Pyongyang, pourrait être tenté de démarrer un programme nucléaire militaire. Ceci nonobstant les déclarations de son nouveau premier ministre, Shinzo Abe, qui affirme actuellement le contraire, et le fait que la Constitution pacifique du pays soit difficile à réviser. Le Japon dispose déjà d'un large stock de plutonium dans le cadre de son programme nucléaire civil et selon des experts, il pourrait fabriquer une bombe en l'espace de quelques mois seulement. C'est précisément ce rôle accru pour le Japon en matière de sécurité régionale qui constitue l'une des plus grosses craintes de son grand rival chinois. Ensuite, en Corée du Sud, le gouvernement de gauche du président Roh Moo-hyun est obligé de tirer les conséquences de l'échec visible de sa politique dite « rayon de soleil » de rapprochement avec le Nord, héritée de son prédécesseur. Il est sous la pression non seulement des conservateurs, qui abhorrent le régime de Pyongyang, mais également de l'opinion publique, plus partagée : selon un sondage récent réalisé après l'essai nucléaire, 65% des Sud-coréens interrogés étaient en faveur d'une capacité de dissuasion nucléaire face à leur voisin du Nord. Enfin, Taiwan, prenant l'exemple sur Pyongyang, pourrait aussi être tenté de recourir à l'arme nucléaire face à son menaçant voisin chinois.

Parallèlement, le même danger existe de manière encore plus pressante au Moyen-Orient, où l'Iran a pris soin de ne pas condamner l'essai de Pyongyang et observe avec intérêt la réaction de la communauté internationale. D'ores et déjà, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, les Emirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ont annoncé le 3 novembre leur intention de se doter d'un programme nucléaire civil. La Syrie et la Turquie pourraient également faire de même. Dans le contexte actuel, et étant donné la facilité de transformer un programme nucléaire civil en un programme militaire, beaucoup de circonspection de la part de la communauté internationale entoure ce regain d'intérêt soudain et collectif pour le nucléaire. Ceci vaut en particulier dans le cas de l'Arabie Saoudite, qui dispose des plus vastes réserves pétrolières de la planète.

Le plus grand perdant de cet essai nucléaire pourrait donc être le régime multilatéral du TNP (Traité de non prolifération nucléaire), qui vise à enrayer le développement de l'arme nucléaire. Le TNP était déjà un traité imparfait lorsqu'il a été signé en 1968 (les États signataires peuvent notamment refuser de laisser les équipes d'inspections de l'AIEA visiter des sites suspects). Mais il a de plus récemment été très fragilisé par le retrait de la Corée du Nord du traité en 2003, ainsi que par

le refus continu de l'Iran d'abandonner son programme d'enrichissement d'uranium et ses menaces de se désengager du TNP à son tour. L'acte de la Corée du Nord - le premier État à se retirer du TNP avant de procéder à un essai nucléaire - pourrait donc faire des émules. Certes, le régime de Pyongyang est très isolé et peut donc se permettre plus facilement de faire fi des traités internationaux. Mais même si d'autres États comme l'Iran restent pour l'instant dans le cadre du TNP, le risque qu'ils démarrent un programme nucléaire clandestin est tel que la crédibilité du régime international de non-prolifération est aujourd'hui sérieusement menacée.

À long terme : une prolifération accrue et un changement de régime ? Encore plus préoccupant, à long terme, est le risque de voir la tentation nucléaire s'étendre à toute l'Asie, notamment par le biais de la prolifération. En faisant la comparaison entre les exemples irakien et nord-coréen, d'autres régimes risquent de se dire que la bombe est le meilleur moyen de garantir leur sécurité. Ainsi, tout comme le Pakistan a vendu son savoir-faire et son matériel à la Corée du Nord, cette dernière pourrait un jour faire de même vis-à-vis de la Birmanie ou de la Malaisie. Plus alarmant encore, surtout pour les États-Unis, est la crainte qu'un de ces États fournisse alors l'arme nucléaire à des groupes terroristes. Le risque de voir du matériel nucléaire tomber dans des mains dangereuses est d'ailleurs un argument fort contre un trop rapide effondrement du régime de Pyongyang.

Cependant, le danger de voir la Corée du Nord se servir de son arme nucléaire pour attaquer un voisin semble très réduit. Une riposte vigoureuse du pays en question ou de la part d'un de ses alliés semble inéluctable. L'objectif premier du régime de Kim Jong-il est sa propre survie et l'emploi de l'arme nucléaire menacerait son existence de manière dramatique. *A contrario*, l'obtention de l'arme nucléaire consolidera sûrement son emprise sur le pouvoir. Le prestige associé à l'essai, sur fond de discours anti-impérialiste, semble surtout avoir pour but d'apaiser l'entourage de Kim Jong-il, notamment les cadres militaires. Il semblerait en effet y avoir de sérieuses tensions au sein de l'élite nord-coréenne, telles qu'une indiscipline croissante au sein des forces armées, en raison notamment de la malnutrition. De plus, 200 officiers auraient récemment été mystérieusement assassinés.

Tout comme l'emploi de l'arme nucléaire nord-coréenne reste une hypothèse peu crédible, il en est de même pour une éventuelle action militaire américaine contre Pyongyang. En effet, les États-Unis rechignent devant le coût trop élevé en vies humaines d'une telle action. De la même manière, aucun pays voisin de la Corée du Nord n'a le moindre intérêt à attaquer le régime, car ceci provoquerait des millions de réfugiés et aurait des conséquences économiques et militaires catastrophiques - même si Pyongyang ne recourait pas à l'arme nucléaire pour riposter, elle pourrait très bien se servir de son large stock d'armes biologiques et chimiques.

Enfin, certains commentateurs, notamment Rosemary Righter du *Times* de Londres, sont d'avis que plus la Corée du Nord se fait menaçante, plus la Chine serait incitée à orchestrer un coup d'État pour changer très progressivement le régime en place à Pyongyang. Pour cela, elle pourrait faire appel à l'un des fils du dictateur, Kim Jong-nam, tombé en disgrâce auprès de son père et qui habite actuellement en Chine. Toutefois, il est clair que cette stratégie hautement risquée ne serait mise en œuvre qu'en tout dernier ressort. En attendant, la Chine a surtout besoin de stabilité dans la région pour pouvoir continuer son essor économique.

Conclusion. Avant tout, l'essai démontre l'impuissance de la communauté internationale face à un « État voyou » comme la Corée du Nord. Les dernières sanctions adoptées par le Conseil de sécurité ne semblent pas inquiéter Pyongyang, surtout que l'élite du pays survit en grande partie grâce au commerce illicite, par nature très difficile à arrêter. En tout état de cause, les nombreuses sanctions imposées ces dernières années n'ont pas réussi à changer le comportement de ce régime, déjà pratiquement autarcique. Si, à court terme, les voisins de la Corée du Nord se trouvent obligés de vivre avec cette menace, réelle ou prétendue, à plus long terme le monde entier devra très probablement faire face à une course aux armements dans la région et une prolifération nucléaire aggravée.